

United Nations

Nations Unies

MASTER FILE

**ECONOMIC
AND
SOCIAL COUNCIL**

**CONSEIL
ECONOMIQUE
ET SOCIAL**

UNRESTRICTED.

E./P.V. 77.
22 March 1947.
French.

NOTE : Toutes corrections à apporter aux comptes rendus devront être adressées par écrit à M. E. Delavenay, Directeur, Division d'Édition et Rédaction, Bureau CC-087, Lake Success. Conformément aux règlements de procédure, toutes ces corrections seront apportées aux comptes rendus officiels lors de leur publication.

CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL

Compte rendu sténographique de la soixante-dix-septième séance,
tenue à Lake Success le samedi, 22 mars 1947,
11 heures.

PRESIDENT : Sir A. RAMASWAMI MUDALLAR (Inde).

Observation du Président : Fin de la quatrième session.

Le PRESIDENT (interprétation): Je voudrais, au début de cette séance, attirer l'attention du Conseil sur le fait que nos travaux approchent de leur terme et que le temps dont nous disposons encore est extrêmement bref. D'autres Conseils des Nations Unies doivent se réunir dès le début de la semaine prochaine. Il n'est certainement pas dans mon intention de limiter la liberté de discussion de chacun, mais j'espère que tous les membres du Conseil se rendront compte qu'aujourd'hui en particulier il serait souhaitable que la discussion pût se dérouler rapidement; les arguments ne perdront d'ailleurs rien de leur force s'ils gagnent en brièveté.

Habitat et urbanisme. - Résolution de l'Assemblée No. 53(1) page 80

E/255 page 29 - E/260 page 21 - E/267 page 4

E/304 E/304/Add.1 - E/339 - E/344.

Le PRESIDENT (interprétation): Le premier point de notre ordre du jour est l'étude des conséquences de la résolution prise par l'Assemblée générale à sa dernière session sur les questions de logement et d'urbanisme. Ce problème a été étudié par un certain nombre de Commissions. La Commission des questions sociales a présenté des recommandations détaillées; la Commission du développement économique et de l'emploi a également consacré à cette question un certain nombre de séances et suggère que des études nouvelles soient entreprises par le Secrétariat pour fournir aux sessions ultérieures la base de nouvelles discussions. La Commission de la population, de son côté, a estimé que ce problème était en rapport direct avec son domaine propre d'activité, notamment en ce qui concerne les tendances relevées dans les mouvements de population en rapport avec la question du logement. La Commission de la condition de la femme, elle aussi, s'est intéressée au problème.

Par ailleurs, deux projets de résolution ont été déposés respectivement par les délégations des Etats-Unis et de la France, ce qui prouve encore l'importance du problème.

Je crois que l'accord est général sur la nécessité de créer, au sein du Secrétariat, un organisme spécial qui sera chargé de ces questions. L'incidence financière de cette création est exposée dans un document que vient de publier le Secrétariat. Le coût annuel sera de 30.000 dollars, et, pour la fraction à courir de la présente année, de 24.600 dollars.

La différence essentielle que je relève entre les propositions des délégations de la France et des Etats-Unis, c'est que la première croit le moment venu de réunir une conférence internationale d'experts pour traiter de ces questions.

Je suggère que les membres du Conseil, non seulement procèdent à une discussion du problème du logement en général, mais présentent encore tous commentaires utiles sur les propositions en question.

M. ROYER (France): Je voudrais exposer les raisons qui nous ont amenés à déposer un projet de résolution.

C'est la délégation française qui, à la dernière Assemblée, a pris l'initiative de soulever cette question, car la France, comme tous les pays dévastés, y est intéressée au plus haut point. Nous estimons, en effet, que l'une des questions qui exigent une action internationale rapide est celle de la reconstruction et du logement en général. Nous avons proposé, à la dernière Assemblée, la création d'une Organisation internationale du logement et de l'urbanisme. Nous avons été heureux de voir notre idée reprise dans la résolution votée le 14 décembre 1946 par l'Assemblée et avons pris note des observations formulées par les Commissions qui ont eu à connaître de ce problème.

Si le préambule de notre projet de résolution ne fait pas mention de la Commission de la Condition de la femme, c'est par pure inadvertance et non par manque de courtoisie à son égard.

Comme vous l'avez dit, Monsieur le Président, nous estimons le moment venu de songer sérieusement à la réunion d'une conférence; ce qui nous sépare de la délégation des Etats-Unis, quant à la présentation du texte en tout cas, c'est que nous sommes un peu plus optimiste qu'elle sur le moment auquel cette réunion pourrait être tenue. Je signalerai que celle-ci doit être une conférence de techniciens et, à ce sujet, nous sommes d'accord avec la délégation des Etats-Unis et nous pensons qu'elle ne doit pas être convoquée à la légère mais qu'elle doit être précédée d'une préparation technique très poussée : il faudra réunir et diffuser un certain nombre d'éléments d'information; il faudra que certains pays examinent le problème sur le plan national et réunissent des dossiers concernant les recherches en matière de méthodes de préfabrication, à l'égard des standards ayant une valeur générale.

Nous ne voulons pas discuter à bâtons rompus sur le problème en général, mais nous voulons une discussion entre experts sur des points concrets et susceptibles d'aboutir à une réalisation immédiate.

Notre projet de résolution invite le Secrétaire général à prendre toutes dispositions nécessaires pour que ce travail soit mené à bien, en vue de la réunion aussi rapide que possible de cette conférence. Dans notre résolution, nous demandons au Secrétaire général, après vous avoir consulté, Monsieur le Président, de fixer la date et le lieu de cette conférence et d'envoyer des invitations aux Etats Membres des Nations Unies; ainsi qu'aux Etats non-membres dont la liste pourrait être arrêtée par le Conseil, aux institutions spécialisées et aux autres organisations internationales s'occupant des problèmes de logement.

La proposition américaine mentionne principalement les mesures à prendre durant la période qui précédera la conférence. Nous acceptons l'idée générale de cette résolution, et je pense qu'il sera possible de trouver le moyen de fusionner le texte présenté par la délégation américaine et le nôtre. Nous acceptons, sans aucune discussion, les paragraphes 1 et 3 de la résolution américaine; nous demanderons peut-être à ajouter un paragraphe supplémentaire au paragraphe 3, autorisant le Secrétaire général à engager le personnel temporaire chargé d'exécuter les tâches énumérées dans le texte proposé par la délégation américaine. Nous n'avons pas d'objection à formuler quant au fond du paragraphe 2 du projet américain mais, nous ne voudrions pas laisser subsister un malentendu : à notre avis, les dispositions qui y sont prévues ont trait à la période transitoire qui se déroulera entre la présente session du Conseil économique et social et le moment où la conférence se réunira. Il faudrait éviter de donner l'impression qu'on préjuge à l'avance la forme que cet organisme ou ce service permanent pourra prendre. Nous estimons que seule une conférence de techniciens en matière d'urbanisme et de logement peut décider de la forme appropriée à donner à un service de ce genre.

Je tiens à signaler un précédent qui peut être utile en l'occurrence : lorsqu'on a décidé de convoquer une conférence du commerce et de l'emploi, le Secrétaire général a pris des dispositions administratives : constitué un service provisoire au sein même du Secrétariat; ce service pourra ultérieurement être intégré dans une autre organisation telle que l'Organisation internationale du Commerce, prévue par la Charte du commerce et de l'emploi.

Je crois que nous pourrions agir de la même façon dans le cas qui nous occupe. Nous pourrions donner au Secrétaire général les pouvoirs nécessaires pour qu'il puisse engager un personnel temporaire. Celui-ci resterait en fonction jusqu'au moment où la conférence internationale aurait elle-même déterminé le cadre de l'Organisation ou du service qui étudiera à l'avenir les questions concernant l'habitat et l'urbanisme. Ce service provisoire pourrait être intégré momentanément au département des affaires sociales. Il serait chargé de réunir tous les éléments d'information en vue de la préparation de la conférence et de donner à ces renseignements la diffusion qui lui paraîtrait opportune.

Vous avez parlé tout à l'heure, Monsieur le Président, des crédits qui ont été demandés pour constituer ce premier noyau d'experts. Sans vouloir entrer dans les détails, je ne permettrai d'attirer l'attention du Conseil sur un point particulier. La Commission des questions sociales avait prévu la diffusion d'une revue. Le crédit envisagé à cet effet est très modeste et ne permettrait qu'une publication "offset". A mon avis, ceci ne répond pas exactement au vœu de la Commission des questions sociales ni aux nécessités qu'implique la préparation de la conférence. Nous pensons que la question mérite d'être examinée d'un peu plus près en vue de la préparation d'une publication plus nourrie et établie par un procédé permettant une plus large diffusion que le procédé "offset".

Lorsque la conférence aura pris une décision, le service ainsi constitué, ses archives, sa documentation, ses moyens d'action et sans doute aussi une partie du personnel recruté pourraient passer à la nouvelle organisation qui sera peut-être distincte ou qui pourra être un service du Secrétariat des Nations Unies.

En terminant, je désire souligner encore l'intérêt que nous attachons à ce problème. Nous estimons que la convocation de la conférence ne doit pas être retardée outre mesure. A notre avis, elle doit être réunie dès qu'il sera matériellement possible de le faire.

Enfin, je crois que nous pourrons arriver aisément à un accord avec le représentant des Etats-Unis pour présenter au Conseil un texte commun.

M. STINEBOWER (Etats-Unis) (interprétation) : J'ai été heureux d'entendre le discours du représentant de la France et conviens avec lui qu'il ne sera pas difficile de concilier nos deux textes.

La délégation des Etats-Unis continue à penser qu'il est nécessaire, avant que le Conseil économique et social puisse approuver la réunion d'une conférence, que le Secrétaire général adresse, à la Commission sociale, une proposition plus détaillée, et plus concrète sur les buts, la portée, et la composition de la conférence envisagée. Ceci est conforme à une politique générale que nous estimons satisfaisante.

D'autre part, nous pensons que, sur la base des propositions du Secrétaire général, la Commission sociale pourrait, en collaboration avec la Commission économique et de l'emploi, faire des recommandations précises au Conseil économique et social sur la suite à donner à pareil projet. Ainsi, le Conseil sera à même de juger, en pleine connaissance de cause, des buts et de la portée de la conférence qui, ne l'oublions pas, va impliquer un effort financier considérable, indépendamment du temps que devront lui consacrer les experts obligés de s'absenter de leurs pays. De semblables décisions ne doivent, par conséquent, être prises que lorsque tous les renseignements nécessaires sont réunis.

Je suis d'accord avec le délégué de la France sur le fait que les quelques légères différences qui existent entre nos deux textes peuvent être aisément conciliées. Je ne vois, en particulier, aucun inconvénient à tenir compte davantage, dans notre résolution, des organisations internationales qui s'occupent déjà de ce problème. C'est là une amélioration que l'on pourra facilement apporter à notre texte.

Le titre "Service du logement et de l'urbanisme" proposé pour le bureau qui devra être créé au sein du secrétariat, semble donner à

celui-ci une ampleur plus grande que celle que nous estimons nécessaire. A notre sens, en effet, un tel bureau ou service n'aurait guère que des fonctions de coordination et ne serait pas appelé à prendre des initiatives.

Il est une question sur laquelle l'accord ne semble pas devoir se réaliser très facilement avec la délégation française. Elle ne devra heureusement pas être résolue au sein du Conseil économique et social. Je n'aurais pas d'objection à supprimer dans notre texte l'expression "d'une façon continue" qui soulève le plus d'opposition de la part de la délégation française. Mais, dans l'intérêt des discussions qui suivront, je dois déclarer que le Gouvernement des Etats-Unis éprouve un certain doute sur la nécessité de créer une institution spécialisée chargée de l'étude de ces problèmes, ainsi qu'il a semblé le suggérer tout à l'heure le délégué de la France. Ceci est une question, je le répète, qui ne doit pas être résolue maintenant; il nous suffit pour l'instant de nous occuper de la question de la conférence envisagée.

M. MAYHEW (Royaume-Uni) (Interprétation) : Ainsi qu'on l'a dit, les différences qui apparaissent entre les deux résolutions ne sont pas considérables. La délégation du Royaume-Uni se déclare très satisfaite de constater que l'on pense à prendre certaines dispositions, au sein du Secrétariat, pour entamer des études sur les problèmes du logement, sur la publication d'une revue ayant à traiter des questions d'habitat rural, d'habitat urbain, etc...

Quant à la méthode à suivre pour entreprendre les travaux et publier la revue, c'est plutôt au Secrétariat lui-même qu'il appartient d'en décider. En tout cas, nous n'avons pas, à ce sujet, de propositions concrètes à formuler.

Le Gouvernement du Royaume-Uni serait assez tenté de partager les doutes exprimés tout à l'heure par notre collègue des Etats-Unis sur la nécessité de créer un organisme international de caractère permanent; pour traiter des questions. Mais ceci pourra plus facilement être discuté en comité.

Nous sommes particulièrement satisfaits par la proposition tendant à la réunion d'une conférence. Nous avons pu, au cours des récentes années, en Grande-Bretagne, acquérir une certaine expérience des méthodes d'urbanisme et de logement. Nous espérons pouvoir apporter à cette conférence une contribution utile à tous égards et plus particulièrement au point de vue technique.

Nous sommes également d'accord quant à la nécessité d'une préparation approfondie de la conférence. Il semble que la conclusion logique est qu'il sera difficile de convoquer cette Conférence cette année. Nous espérons que le Secrétaire général présentera au Conseil un rapport prévoyant l'ordre du jour provisoire de la conférence avant sa convocation.

J'insiste sur ce point essentiel: le Gouvernement du Royaume-Uni est extrêmement satisfait de l'initiative qui vient d'être prise. Je ne suis pas absolument sûr, pour ma part, que la combinaison des deux résolutions puisse être facilement réalisée en comité.

M. WILSON, Vice-Président de la Commission des questions sociales (Interprétation) : Au nom de la Commission des questions sociales, je désire présenter quelques remarques. Cette Commission estime qu'il est très important que le problème du logement soit traité comme il le mérite.

Il n'y a pas de conflit sérieux d'opposition entre le projet de la délégation française et celui de la délégation des Etats-Unis. S'ils pouvaient être amalgamés, la Commission des questions sociales se déclarerait parfaitement satisfaite du résultat.

La Commission recommande la création, au sein de la division des affaires sociales, d'un service du logement et de l'urbanisme. Il ne s'agit pas d'un grand service, mais ce mot "service" a été choisi tout particulièrement pour montrer qu'on ne voulait pas créer une nouvelle division au sein de l'Organisation des Nations Unies.

La Commission a estimé qu'il était important que des informations provenant des pays ayant entrepris des plans de logement fussent réunies et publiées. Elle a prévu, à ce sujet, la publication d'une revue du logement, qui pourrait être faite par les soins du service en question. Celui-ci devrait faire une déclaration de principe: il est important que les Nations Unies affirment qu'elles considèrent nécessaire de procurer de meilleures conditions de logement, dans le monde entier.

La Commission a suggéré que le service du logement, dont la création est prévue, examine la possibilité de réunir la conférence d'experts dont il a été question, avant l'année 1948, et de prendre, à cet effet, les dispositions nécessaires. Si toutefois cette réunion s'avérait impossible à cette date, il conviendrait qu'une conférence plus restreinte eût lieu; celle-ci serait composée de représentants des pays dévastés qui ont le plus souffert et d'experts appartenant aux pays qui ont le moins souffert et dans lesquels des programmes de logement ont été prévus.

La Commission a également souligné la très grande importance qu'elle attache à une collaboration entre les institutions spécialisées et le nouveau service dont j'ai parlé.

LE PRESIDENT (interprétation) : Permettez-moi de rappeler que les membres du Conseil économique et social ont étudié à fond les recommandations de la Commission des questions sociales. Ces recommandations ayant été reproduites dans le récent document du Secrétariat, le mémoire des délégués s'en est trouvée rafraîchie, si toutefois cela était nécessaire.

M. WILSON, Vice-Président de la Commission des questions sociales (interprétation) : Je tenais simplement à ce que le point de vue de la Commission des questions sociales fût exposé devant le Conseil économique et social.

(Sur l'invitation du président, M. Thomas, représentant de l'UNESCO, prend place à la table du Conseil).

M. THOMAS (représentant de l'UNESCO): Lors de la récente session de la Commission des questions sociales, le représentant de l'UNESCO^a a eu l'occasion de dire combien cette organisation s'intéressait aux questions d'urbanisme. Déjà, les projets de la Conférence préparatoire, approuvés par la Conférence générale de l'UNESCO, prévoyait une collaboration étroite avec l'International Federation of town planning, de manière à convoquer, si possible dans le cours de 1947, une première réunion internationale d'experts très hautement qualifiés, dont le rapport serait présenté à la Conférence de l'UNESCO en 1948, en vue d'établir un plan de travail.

Naturellement, l'UNESCO désire coordonner son activité avec celle de la Commission des questions sociales et du Secrétariat des Nations Unies.

Je me borne à rappeler ce projet, qui tient profondément à coeur à l'UNESCO, et à souligner que cette dernière a déjà offert sa collaboration aux Nations Unies, en particulier au Conseil économique et social, pour mener à bien cette tâche. Ainsi que l'ont indiqué les représentants des Etats-Unis et de la France, nous croyons qu'une collaboration peut s'instituer sur ce sujet précis. Nous savons, par ailleurs, que d'autres institutions spécialisées - l'Organisation internationale du travail, par exemple - s'intéressent à la question, depuis longtemps, de façon très directe.

C'est pourquoi, au moment où le Conseil économique et social est sur le point de prendre une décision à l'égard de la création d'un service du logement et de l'urbanisme au sein du Secrétariat des Nations Unies, je tiens, au nom de l'UNESCO, - et, sans doute, d'autres institutions spécialisées - à rappeler que nous sommes déjà au travail sur cette question et qu'il conviendrait d'envisager surtout une action de coordination et de liaison.

M. VAN KIEFFENS -Pays-Bas) (interprétation): Le Gouvernement néerlandais sait parfaitement que les difficultés qu'il rencontre chez lui, sur le plan du logement, se présentent également dans les autres pays ayant souffert de la guerre. C'est pourquoi il tient à souligner l'intérêt qu'il y a d'entrer en relations avec les autres Gouvernements dans ce domaine particulier.

Nous reconnaissons que la Société des Nations et le Bureau international du travail avaient fait d'excellente besogne; mais la situation actuelle requiert des mesures plus spécialisées et poussées.

En principe, puisque les problèmes sont les mêmes dans les divers groupes de pays, il semblerait indiqué que ces groupes délibèrent ensemble de problèmes semblables.

Le représentant de la Nouvelle-Zélande a déclaré, au sein de la Commission des questions sociales, qu'il estimait quelque peu prématuré la réunion d'une Conférence internationale du logement mais que, pour faire preuve d'esprit de conciliation, il voterait néanmoins en faveur de cette réunion.

Le représentant des Pays-Bas, pour sa part, s'est prononcé contre une telle proposition, non qu'il manquât d'esprit de conciliation, mais parce qu'il jugeait préférable de voir les questions de logement et d'urbanisme traitées sur le plan régional.

Un plan universel, dans ce domaine particulier, ne paraît pas aussi

indiqué. Il existe des différences très sérieuses entre les groupes de pays, suivant qu'ils se trouvent dans des régions froides, tropicales ou subtropicales. Il est à redouter qu'une conférence de caractère universel ne se perde dans trop de généralité.

Si la réunion d'une telle conférence est décidée, je souhaite vivement qu'elle reconnaisse l'intérêt qu'il y a de régler certains problèmes à l'échelle régionale. D'une manière générale, nous ne sommes pas en faveur d'un régionalisme systématique; mais j'estime qu'en l'occurrence ce serait infiniment préférable.

J'ajoute que la création vient d'être décidée, aux Pays-Bas, d'un Centre national du logement, chargé de donner des conseils sur toutes questions inhérentes à l'habitat. Il sera établi à Rotterdam, ville qui, comme on sait, a été durement éprouvée par la guerre. Je suggère que le secrétariat soit invité éventuellement à tenir compte de cet organisme lorsque la réunion d'une conférence d'experts sera envisagée.

Pour ces raisons, la délégation néerlandaise votera en faveur du projet présenté par la délégation des Etats-Unis, avec toutefois une réserve, concernant le paragraphe 3, qui s'explique par mes remarques précédentes. J'aurai d'ailleurs à revenir éventuellement sur la question lorsqu'elle sera reprise au sein de la Commission des questions sociales.

(M. Thomas quitte la table du Conseil).

M. ROYER (France) : Je remercie les délégués du Royaume-Uni et des Etats-Unis pour l'appui qu'ils ont donné à notre initiative. La contribution de ces deux pays, celle du Royaume-Uni, en particulier, sera de la plus haute importance si une conférence se réunit pour examiner le problème technique de l'habitat et de l'urbanisme.

Je relèverai simplement deux points :

Le premier est celui de la forme à donner au service international.

Notre projet de résolution évite soigneusement de prendre parti.

La thèse française est bien connue : nous sommes en faveur d'une organisation un peu plus étoffée que celle qu'on pourrait réunir au sein du Secrétariat, car nous estimons qu'il ne s'agit pas seulement d'un travail de liaison et de coordination, mais que le problème comporte toute une série de questions techniques et d'études spécialisées qui devraient être confiées à un organisme de ce genre. Nous n'avons pas voulu, dans notre projet de résolution, trancher la question.

L'objection que nous faisons au texte primitif du projet américain - objection qui disparaît d'ailleurs par la suppression des mots "sur une base permanente" - c'est qu'il donnait l'impression de vouloir préjuger la question. Sur ce point, je n'ai pas l'intention, comme paraissait le craindre le délégué du Royaume-Uni, de soulever le problème devant le Conseil. J'estime que le problème devrait être examiné sur un plan purement technique par la conférence elle-même, à qui il appartiendrait de prendre une décision. Je crois donc que chacun doit demeurer sur ses positions; comme on dit en anglais "We agree to disagree".

Le second point sur lequel je voudrais présenter une observation concerne la composition même de la Conférence. Ainsi que l'a dit le vice-président de la Commission des questions sociales, dans sa résolution,

cette commission a émis deux idées : d'une part, la convocation d'une réunion sur le plan universel, et s'il n'est pas possible de réunir cette conférence, - soit avant janvier 1948, dit le texte anglais, soit avant février 1948, dit le texte français, - envisager une conférence de caractère régional. Le représentant des Pays-Bas, reprenant les idées développées par le Membre néerlandais de la Commission, s'est prononcé nettement en faveur de la conférence régionale. Nous ne sommes pas éloignés de partager son point de vue; cependant, si on réunit une conférence se limitant aux pays dévastés par la guerre, on se privera de l'expérience très importante des experts qui ont travaillé dans d'autres pays qui ont eux, échappé aux destructions. Nous ne sommes point des universalistes farouches et, si nous n'avons pas l'intention de demander aux architectes esquimaux, spécialistes de la construction des igloos, des conseils pour l'édification de maisons des zones tropicales, nous pensons cependant que nous nous priverions d'une expérience précieuse en nous limitant aux seuls experts qui, aux prises avec les difficultés du moment présent, ont travaillé dans les régions dévastées.

A mon avis; il faut élargir le champ d'action de la conférence et demander à d'autres experts venant d'autres régions et d'autres continents de nous apporter le fruit de leurs réflexions.

Telles sont, Monsieur le Président, les deux observations que je tenais à formuler; il sera, je pense, très facile d'aboutir à un accord sur le projet de résolution qui nous sera ensuite soumis.

M. MOE (Norvège) (Interprétation) : La question étant d'une importance extrême, ma délégation estime qu'il est nécessaire de créer, une Section de logements au sein du Secrétariat. D'autre part, nous voterons en faveur du projet présenté par les Etats-Unis, mais nous appuierons également les suggestions faites par le délégué des Pays-Bas; nous considérons, en effet, que celles-ci ont une très grande valeur pratique. Nous devons concentrer tous nos efforts à l'examen de cette question qui n'a pas encore fait l'objet d'une étude spéciale.

J'attire l'attention du Conseil économique et social sur le fait qu'il existe déjà une Fédération internationale de l'urbanisme et sur l'utilité qu'il y aurait à ce que la nouvelle section dont nous envisageons la création au sein du Secrétariat entre en relation avec cette Fédération; d'autre part, le représentant de l'UNESCO nous a dit ce matin que cette organisation s'était déjà saisie du problème, qu'elle avait même décidé de convoquer une conférence à ce sujet. En conséquence, le fait que le Conseil économique et social discute en ce moment la convocation d'une conférence me paraît être un triste exemple de manque de coordination et d'organisation.

J'attire l'attention du Comité de coordination sur cette question, et j'ajoute qu'il serait important d'inclure dans le projet présenté par les Etats-Unis, une clause soulignant la nécessité d'éviter le double emploi dans ce domaine et l'importance d'une collaboration internationale.

LE PRESIDENT (interprétation) : Comme il n'y a pas de divergences de vues quant aux principes énoncés, et comme les auteurs des deux projets de résolution espèrent aboutir à la rédaction d'un texte commun qui sera étudié par un Comité, nous pouvons, me semble-t-il, renvoyer toute la question au Comité du Conseil, en espérant qu'une résolution commune sera rapidement soumise au Conseil.

(Il en est ainsi décidé)

Conseils techniques à donner aux Etats Membres par l'Organisation des Nations Unies (Résolution N° 52, Document E/324, E/328)

LE PRESIDENT (interprétation) : Vous vous souviendrez que, outre la résolution de l'Assemblée générale les différents rapports des commissions contiennent des recommandations formulées dans le même sens. Vous connaissez celles présentées par la Commission sociale; à ce sujet, un projet de résolution est en préparation; d'autre part, la Commission des populations, la Commission économique et de l'emploi ont également formulé des recommandations.

Le Secrétaire général a dit que la question pourrait/utilement étudiée par le Comité de coordination du Secrétariat qui est, en outre, chargé d'examiner les fonctions et les programmes des institutions spécialisées. Ce même texte suggère qu'un rapport sur la question pourrait être fourni au Conseil économique et social à sa prochaine session.

Depuis lors, un certain nombre de délégations, celle du Venezuela en particulier, ont déposé des projets de résolution.

M. STOLK (Venezuela) (interprétation): Monsieur le Président, tenant compte de votre observation relative au peu de temps dont nous disposons, je dois m'excuser de faire un exposé qui, je le crains, ne doive être un peu long. Cependant, vous aurez remarqué que le Venezuela a fort rarement pris la parole au cours de cette session. Nouveau venu parmi vous, il m'a semblé préférable de rester silencieux et de bénéficier des avis autorisés qui ont été donnés ici par le Président et par nos collègues.

Bien que nous considérions que l'objet de la résolution dont le Conseil est maintenant saisi en fait un des points les plus importants de l'ordre du jour de cette session, nous ne regrettons pas qu'elle vienne en discussion si tardivement. Nous sommes heureux que le Conseil ne discute cette question qu'après avoir examiné les rapports de la Commission des questions sociales et de la Commission du développement économique et de l'emploi. A maintes reprises, nous avons été mis en garde contre le danger des chevauchements d'activité des différents organismes au Commissions des Nations Unies. En matière d'avis techniques d'experts, je crois pourtant que ces chevauchements sont non seulement inévitables, mais qu'ils peuvent être souhaitables. En effet, deux Commissions différentes expriment l'avis d'experts particulièrement compétents dans leurs domaines respectifs.

Les problèmes d'ordre social, particulièrement celui des niveaux de vie insuffisants, ne peuvent être résolus que par la solution des questions économiques dont ils dérivent. C'est pourquoi nous ne croyons pas que l'économiste doive disparaître à bref délai comme on en a exprimé l'espoir. Par ailleurs, il est évident qu'il ne suffit pas de porter l'attention sur un seul aspect du problème du développement économique pour qu'il en résulte une amélioration des niveaux de vie. Les représentants des pays insuffisamment ou non développés le savent bien.

Je citerai un exemple caractéristique. Il existe en Amérique du Sud

une cité minière que je ne nommerai pas et dont je ne dirai pas non plus si le minerai qui y est exploité est liquide ou solide; il n'est pas nécessaire que cette cité puisse être identifiée.

Les mines qui y sont exploitées ont été créées et développées selon les moyens techniques les plus modernes. L'exploitation elle-même a été faite, dès l'origine, au moyen des meilleurs instruments de géophysique. Les machines employées sont d'un rendement excellent et des types les plus récents. Le coût de la production est extrêmement bas et la quantité de minerai extraite, par contre, est élevée.

Or, dans cette cité minière de quelque cinquante mille habitants, il n'y a ni système d'eau ni égouts. Des rivières n'en sont pas très éloignées; il y a même un lac; mais aucun aqueduc n'a été construit. Il en résulte que les habitants qui ne sont pas occupés dans les mines emploient une grande quantité de leur temps et de leur énergie à transporter l'eau des sources les moins distantes.

C'est là un exemple d'une situation particulièrement déplorable et nous savons que ce n'est malheureusement pas un cas unique dans le monde.

Si l'on doit travailler au développement économique des pays qui, dans ce domaine, sont en retard, on doit aussi s'attaquer à leurs problèmes sociaux. Ils ont besoin d'avis techniques en matière de santé publique, d'alimentation, de logement et d'urbanisme. On doit les aider à sortir de leur état d'analphabétisme; à industrialiser et à moderniser leurs méthodes d'agriculture. L'économiste et le sociologue doivent, sur ce point, coopérer.

La délégation du Venezuela estime que le moyen le plus immédiat et le plus pratique dont disposent les Nations Unies pour faciliter le développement économique et le progrès social de tels pays, consiste à leur fournir l'aide et les conseils techniques. L'Assemblée générale a montré le chemin par sa résolution du 14 décembre 1946, présentée par la délégation du Liban, et dont le dernier paragraphe stipule que l'Assemblée " décide de renvoyer pour étude au Conseil économique et social la

question de prévoir des moyens efficaces pour fournir, en coopération avec les institutions spécialisées, des conseils techniques, dans les domaines économique, social et culturel, aux Etats Membres qui désireraient cette aide".

Le projet de résolution présenté par les délégations de Cuba, du Chili, de l'Inde, du Liban, du Pérou et du Venezuela, a pour but de mettre en pratique la résolution de l'Assemblée générale. Le Conseil économique et social, ainsi que nous le savons, coordonne les activités et établit les lignes générales de la politique à suivre. Ses décisions, prises de la manière la plus démocratique à la majorité simple n'ont pas un caractère obligatoire. Si des Gouvernements Membres ne suivent pas les lignes de politique générale qu'il décide, le prestige du Conseil et des Nations Unies en souffrira.

Ce projet de résolution, cependant, ne fixe pas une ligne politique que les Gouvernements Membres doivent accepter ou rejeter. Il donne au Secrétariat, la tâche de réunir, en collaboration avec les Institutions spécialisées, des informations et de créer un mécanisme qui permettra de mettre en vigueur l'un des articles les plus importants de la Charte, celui qui promet d'atteindre des hauts niveaux de vie, le plein emploi ainsi que le progrès et le développement économique et social. Il donne aux Gouvernements Membres l'occasion de profiter de ce mécanisme dans la mesure où ils le désirent et où ils estiment qu'ils en ont besoin.

Le représentant de l'Inde a rappelé, dans une de ses si judicieuses interventions, que dans les pays très développés, le plein emploi ne peut être obtenu que si la production atteint son maximum. Nous savons tous, cependant, que les périodes de pleine production et de plein emploi sont coupées de crises économiques au cours desquelles existent ce qu'on est convenu d'appeler un excès de production et la sous-consommation. Au cours de ces périodes, la famine sévit dans

certaines régions du monde, alors que dans d'autres, le prétendu excès de produits alimentaires est brûlé ou jeté à la mer.

Nous estimons que le développement des régions dites coloniales

et semi-coloniales du monde - ces termes étant employés du point de vue économique - l'amélioration des conditions intolérables de vie dans certaines contrées ouvriront de vastes marchés qui permettront aux pays hautement industrialisés d'éviter que ces phénomènes tragiques ne se reproduisent. L'une des nécessités indispensables au développement de ces régions est la connaissance des progrès techniques et la possibilité pour elles d'avoir recours à des experts.

Nous approuvons également la déclaration du délégué de l'Union soviétique qui a affirmé que l'aide donnée aux pays non développés "ne devrait pas avoir pour résultat des avantages politiques ou autres pour les pays qui fournissent cette aide." Nous sommes également d'accord avec le délégué du Canada lorsque, modifiant quelque peu la phrase que je viens de citer, il déclare: "aucun avantage limité ou exclusif ne devrait être accordé aux pays qui fournissent l'assistance." Nous approuvons ce point de vue, car nous sommes fermement convaincus que le développement et l'amélioration des niveaux de vie dans les pays peu développés fourniront des avantages réels à tous les pays du monde.

Pour conclure, Monsieur le Président, je voudrais répondre par avance aux objections que certains de nos collègues du Conseil pourraient peut-être soulever au sujet des dépenses qu'entraînerait la création de nouveaux services au sein du Secrétariat. Nous estimons qu'une petite section ou un petit service chargé de réunir des informations et de préparer une sorte de catalogue du personnel technique ne devrait pas nécessairement être très onéreux. La diffusion initiale des Conseils se fera évidemment sur une échelle très modeste; elle se développera dans la mesure où les Gouvernements reconnaîtront sa valeur. Nous estimons que l'argent qui sera dépensé pour la création d'une telle section constituera l'un des meilleurs placements que puissent faire les Membres des Nations Unies. Cette oeuvre pourrait être l'une des premières apportant des résultats concrets, ce qui contribuera à encourager les peuples du monde et à accroître le prestige des Nations Unies.

M. KARPALANI (Inde) (interprétation) :. Monsieur le Président, je serai très bref.

Je voudrais souligner tout de suite que les activités prévues par la résolution présentée par six pays ne témoignent pas une grande ambition; elles ne seront certainement pas coûteuses; les réalisations qu'il y aura lieu de faire seront faciles et ne nécessiteront pas un nombreux personnel.

Le représentant du Venezuela a indiqué très justement qu'il s'agit d'une œuvre initiale. Le Secrétariat serait chargé de préparer une sorte de catalogue des experts existants et une énumération des diverses sortes de conseils techniques qui pourraient être procurés aussi bien par l'Organisation que par les Institutions spécialisées.

Nous n'avons pas l'intention, pour le moment, d'avoir recours à des experts qui ne font pas partie du Secrétariat. D'ailleurs, la résolution ne limite nullement les plans en question; ceux-ci pourront être étendus plus tard.

D'autre part, la résolution ne borne pas au plan industriel l'activité des conseils techniques. Il est toutefois vraisemblable que les pays développés s'adresseront en premier lieu à ces conseils sur le plan industriel.

Nous avons demandé, par la résolution, la formation d'équipes d'experts. C'est une idée sur laquelle j'attire votre attention. Je vous signale, en même temps, le texte du rapport de la Commission préparatoire de l'organisation pour l'alimentation et l'agriculture (page 66).

Ce texte indique d'une façon très claire que l'UNRRA a fait, dans un autre domaine, un travail tout à fait semblable à celui dont nous nous occupons maintenant.

D'après notre proposition, à la demande d'un Gouvernement membre, les services du Secrétariat qui seraient ainsi créés dresseraient une liste des experts et conseillers techniques; les gouvernements pourraient entrer en contact avec ceux-ci, autant que possible par l'intermédiaire du Secrétariat.

Les dépenses résultant d'un tel plan seraient extrêmement réduites: un directeur assisté d'une ou deux personnes et disposant d'un personnel de six membres pourrait fournir un travail très efficace.

On peut évidemment adresser à ce projet de résolution certaines critiques. D'abord, des critiques d'ordre technique. Il est question, en effet, de créer une section. Je signale qu'il n'est pas dans notre intention de limiter le Secrétaire général dans le choix des unités qu'il jugera nécessaire de créer. Il pourra s'agir d'une section, d'une division ou même d'un département; avec le temps et en tenant compte de l'expérience acquise on sera peut-être amené à créer des sections plus étendues.

Ce que je tiens à souligner, c'est que, pour le moment, nous avons suggéré la création d'un service assez réduit.

Au paragraphe 3 du projet de résolution, il est précisé que :

"Le Secrétariat est chargé d'aider les Etats Membres qui recherchent une aide technique à s'assurer, dans les conditions qui auront été fixées d'un commun accord, les services sus-mentionnés."

D'autre part, il est dit que "les équipes de techniciens pourront soumettre des solutions pratiques et appropriées à l'examen des gouvernements intéressés ainsi qu'aux Etats Membres des Nations Unies qui pourraient se trouver en mesure de favoriser d'une manière particulière la mise en oeuvre des solutions proposées."

Il pourrait y avoir des objections à ce texte. Si cette disposition embarrasse les membres du Conseil et s'ils désirent s'en passer, je puis les assurer que nous n'insisterons pas.

Il me semble qu'il appartiendra aux gouvernements eux-mêmes de décider quels autres gouvernements ils pourront consulter pour la solution des problèmes les intéressant.

Un avantage tout à fait important de la résolution serait celui-ci : les pays commenceraient très vite à développer leurs propres services dans ce domaine. Plusieurs pays ont déjà un vaste programme concernant leur grande industrie. Il est important également de développer les petites industries. Même dans un pays aussi développé que les Etats-Unis au point de vue industriel, ce sont les petites industries qui forment la moëlle même de la vie.

Je me réfère, une fois de plus, au document de l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture. On y trouve les sortes d'établissements industriels qui pourraient bénéficier de l'activité prévue. Il s'agit, en particulier, d'usines pour la mouture du riz, pour la fabrication des huiles végétales, pour la fabrication de tubes, pour la fabrication de ciment, d'acide sulfurique, de sulfate d'ammonium et de petites centrales électriques, de silos à grain, d'établissements pour le traitement thermique des grains.

Ce sont là toutes sortes d'industries qui, en particulier dans un grand pays encore insuffisamment développé comme le mien, présentent une importance considérable.

M. E. CISNEROS (Cuba) (interprétation) : Il serait difficile d'ajouter un élément nouveau aux remarques présentées par les délégués du Vénézuéla et de l'Inde, qui ont fort bien souligné les problèmes auxquels ont à faire face les pays sous-développés ou peu développés et analysé si parfaitement la proposition à l'étude.

Nous ne pensons pas qu'il puisse se trouver une délégation pour désapprouver l'idée à la base du projet. Pour accélérer nos travaux, et tenant compte du facteur temps, je suggère que la question soit renvoyée à la Commission compétente du Conseil, où toutes les délégations, y compris la mienne, auront l'occasion d'exprimer leur point de vue.

M. MOROZOV (URSS) (première interprétation du russe) : Je n'ai pas d'objection à ce que l'examen du problème soit poursuivi en commission.

Mais, conformément à la décision antérieure du Conseil, suivant laquelle, lorsqu'une question comporte des incidences budgétaires, il convient d'obtenir du Secrétariat des estimations sur les dépenses susceptibles d'être engagées, je demande que nous soyons en possession de telles estimations lorsque la question sera discutée au sein de la Commission.

M. PHILLIPS (Royaume-Uni) (interprétation) : Je veux marquer l'intérêt porté à la question par le Gouvernement du Royaume-Uni et la sympathie que rencontre chez lui semblable résolution. La déclaration du représentant de l'Inde a jeté pleine lumière sur certains points qui auraient peut-être pu nous sembler obscurs et nous serions très heureux de voir ce texte renvoyé, avec l'assentiment du Conseil, au comité de rédaction.

M. ARCO PARRO (Pérou) (interprétation) : Je ne puis me déclarer d'accord avec notre collègue de Cuba lorsqu'il propose le renvoi du problème à la Commission des questions économiques et de l'emploi.

Nous sommes en présence d'une proposition sur le fond de laquelle toutes les délégations se prononcent favorablement. Aucune critique n'a été faite jusqu'à présent, si ce n'est une réserve éventuelle quant aux estimations budgétaires. Il me paraît donc inutile d'ajourner d'adoption du texte.

Nous n'avons aucune objection à l'égard du projet, parce que les principes y contenus dérivent en droite ligne de la Charte.

LE PRESIDENT (interprétation) : Dans mon esprit, la proposition cubaine de renvoyer la question à la Commission implique naturellement l'acceptation du principe qu'elle renferme. La Commission des questions économiques et de l'emploi serait simplement chargée d'en étudier la forme, ainsi que les répercussions budgétaires signalées par le Secrétariat.

M. ARCA PARRO (Pérou) (interprétation) : D'accord. Mais il ne semble pas indispensable de suivre une telle procédure, étant donné qu'aucune objection n'a été élevée au sein du Conseil à l'égard du projet.

LE PRESIDENT (interprétation) : La Commission devra tout au moins mettre au point le texte.

M. ARCA PARRO (Pérou) (interprétation) : Etant l'un des auteurs de la proposition, il est tout à fait normal que je suis prêt à l'appuyer.

Je souligne cependant qu'elle ne constitue qu'une faible tentative

d'aider au développement économique des pays soi-disant "sous-développés ou peu développés". Je reprends cette expression "pays sous-développés ou peu développés", car elle ne me paraît pas absolument satisfaisante et il conviendrait de définir de façon plus correcte la situation de ces pays.

D'autre part, je ne crois pas que les dépenses entraînées par la proposition qui nous est soumise pour importantes qu'elles soient, soient très élevées si nous les comparons au budget général des Nations Unies. J'ignore quelle est exactement la somme qui constitue ce budget, je crois savoir qu'elle est de l'ordre de 20 à 25.000.000 de dollars et, dans ces conditions, l'incidence financière d'une telle proposition n'affecterait qu'une faible portion de ce budget.

Je n'ai pas à justifier notre proposition. Après le délégué du Vénézuéla, qui en a fait un remarquable exposé, le délégué de l'Inde a, à son tour, apporté quelques précisions. Toutefois, cette décision affectera quelque deux-tiers des Membres des Nations Unies qui ne sont point ceux qui participent le plus au budget de l'Organisation.

On pourrait se demander pourquoi certains pays contribuent peu à ce budget général. La réponse est simple: nous ne le pouvons pas. D'autre part, si l'économie de nos pays pouvait être développée, nous serions tout disposés à y contribuer pour une part plus importante. La difficulté devant laquelle nous nous trouvons est donc passagère et une amélioration est possible.

En siégeant ici, selon les termes mêmes de la Charte, nous devons jouir de droits égaux à ceux des autres délégations, nous ne sommes pas là seulement pour participer à un quorum. Si un pays, sous le prétexte que sa contribution est faible, se voit refuser le droit de prendre part aux discussions, de faire certaines propositions, ou d'aider le Conseil dans l'accomplissement de ses tâches, notre présence ici est inutile.

Je suis certain que lorsque le représentant de l'Union soviétique a demandé quel était l'ordre de grandeur des dépenses qu'entraînerait ce projet, il a simplement voulu se conformer à une recommandation

faite au début de cette session par le Secrétaire général.

Le délégué du Royaume-Uni a dit: "Peu importent les dépenses; ce que nous voulons, c'est atteindre un but." Même si nos ressources sont limitées, nous serons, je crois, prêts à contribuer au financement du projet s'il est susceptible d'aboutir à des résultats concrets.

Nos Gouvernements doivent supporter des dépenses assez élevées pour envoyer des délégations aux divers organes des Nations Unies et subvenir à leurs frais. Nous espérons qu'elles seront fécondes en réalisations.

En déposant cette résolution, nous proposons des mesures nécessaires au développement de pays dont la production est susceptible d'amélioration. Le délégué de l'Inde a clairement exprimé notre but qui est d'obtenir une notion précise de la situation économique mondiale et de la façon dont elle peut être développée et améliorée.

Aucun des membres présents ne voudra admettre que se renouvelle une crise économique parce que certains pays ayant un prétendu excédent de production n'ont pas de débouchés dans le monde. Cette théorie est absolument fausse.

Le fait est qu'une grande partie du monde souffre de ne pas trouver les produits nécessaires à sa consommation. Le but que nous poursuivons en nous intéressant aux pays actuellement trop peu développés, est de créer dans ces pays un niveau de vie satisfaisant et un pouvoir d'achat plus grand, afin de permettre à leurs populations de trouver les produits nécessaires à leur consommation. Nous sommes d'avis que tous les pays ont besoin de pouvoir échanger leurs produits afin d'établir un équilibre économique.

Je désire souligner, Monsieur le Président, que la résolution en question n'a pas rencontré d'objection au sein du Conseil; j'espère, par conséquent, qu'elle sera adoptée à l'unanimité.

M. BORIS (France) : Si nous n'avions été d'avance convaincus de l'intérêt et de l'importance primordiales d'organiser pratiquement les conseils techniques aux Etats Membres des Nations Unies qui en font la demande, les exposés si clairs et si convaincants des représentants du Vénézuéla et des Indes nous eussent persuadés.

En ce qui concerne les moyens, la délégation française accepte, dans l'ensemble, le projet de résolution dont nous sommes saisis. Elle aurait peut-être quelques observations à présenter sur certains points de ce projet, mais l'utile intervention du délégué de l'Inde a, d'avance, répondu en grande partie à ces observations. Elle aurait également quelques suggestions complémentaires à apporter; je n'oublie cependant pas que les instants du Conseil sont précieux et, me ralliant à la proposition du délégué du Cuba, je me réserve le droit de formuler ces observations au sein du Comité.

M. MALIK (Liban) (interprétation) : La délégation du Liban appuie le projet de résolution contenu dans le document E/324, à la rédaction duquel elle a d'ailleurs été associée. Cette résolution a pour objet d'inviter le Secrétariat à indiquer où l'aide recherchée peut être obtenue.

On peut certes tirer de la situation mondiale en général, et de celle des Nations Unies en particulier, l'argument suivant lequel ces dernières ne sont pas prêtes, actuellement, à fournir une telle assistance sur une grande échelle. En effet, elles ne possèdent pas le mécanisme nécessaire. C'est là un argument sur lequel nous ne pouvons pas fermer les yeux; il a évidemment une valeur réelle. C'est d'ailleurs pourquoi bien des pays ont encore et auront dans un avenir prochain recours à des accords bilatéraux.

Je dirai, à titre d'exemple, que nous avons demandé nous-mêmes au Secrétariat, il y a six mois, une aide technique; nous avons indiqué les experts dont nous désirions l'avis autorisé. Malheureusement, nous n'avons pas reçu l'assistance demandée et nous ne pouvons donc être blâmés d'avoir eu recours à des accords bilatéraux.

Or, je voudrais attirer l'attention du Conseil économique et social sur le fait que la Charte elle-même contient des dispositions selon lesquelles les Nations Unies doivent fournir, à leur Membres qui le demandent, une telle assistance technique.

Je voudrais, par ailleurs, souligner un danger dans cette nécessité, pour certains Etats, de recourir de façon trop exclusive à certains autres pays plus développés. Il est incontestable que cette situation met en péril leur indépendance économique et politique.

La résolution a donc pour objet d'inviter les Nations Unies elles-mêmes à appliquer les dispositions de la Charte et à fournir, lorsqu'il y est fait appel, l'aide et l'assistance nécessaires.

Mais je tiens à porter l'accent sur la qualité de ce concours. A moins qu'il ne soit de premier ordre et pleinement désintéressé, il est évident qu'il ne peut être battu en brèche par l'assistance offerte par certains pays. Il y a donc lieu d'insister sur ces deux facteurs de la qualité et du désintéressement.

Pour toutes ces raisons, je répète que la délégation du Liban s'associe à la résolution proposée.

M. STINEBOWER (Etats-Unis) (interprétation) : Ainsi que les orateurs précédents, je me réserve de revenir en détail sur cette résolution au sein du Comité auquel elle va être renvoyée. J'aurai, en particulier, quelques commentaires à formuler sur la précision avec laquelle la résolution prévoit l'organisation matérielle du service dont il s'agit et sur la nécessité de conserver aux institutions spécialisées les fonctions qu'elles peuvent déjà exercer. J'aurai aussi quelques suggestions à présenter quant aux normes à établir par les Nations Unies sur les conditions d'utilisation des services de certains experts.

Pour le moment, je me bornerai à approuver chaleureusement la résolution.

LE PRESIDENT (interprétation) : Je considère que le principe de la résolution est adopté. Elle sera renvoyée au Comité compétent.

Le Conseil se réunira en séance plénière lundi matin à 10 heures, et non pas 11 heures comme il a été annoncé.

(La séance est levée à 13 heures 40)